

## Éducation financière : Quelles influences sur les décisions financières des citoyens marocains ?

### Financial Education: What influences the financial decisions of Moroccan citizens?

**Khaoula Benayad, (Doctorante)**

*Laboratoire de Recherche en Compétitivité Économique et Performance Managériale  
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Souissi.  
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

**Mohammed Rachid Aasri, (Enseignant chercheur)**

*Laboratoire de Recherche en Compétitivité Économique et Performance Managériale  
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Souissi.  
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

|                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| <b>Adresse de correspondance :</b>  | Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales-Souissi. Rue Mohammed Ben Abdellah Ragragui, Madinat Al Irfane-Rabat.<br>Université Mohammed V,<br>Maroc, Rabat, 10170<br>(212) 0537272755/ (212) 0537671401<br>Benayad_khaoula@hotmail.com  |
| <b>Déclaration de divulgation :</b> | Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.   |
| <b>Conflit d'intérêts :</b>         | Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.   |
| <b>Citer cet article</b>            | Benayad, K., & Aasri, M. R. (2021). Éducation financière : Quelles influences sur les décisions financières des citoyens marocains ?. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(5), 749-763. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.5535664">https://doi.org/10.5281/zenodo.5535664</a> |
| <b>Licence</b>                      | <b>Cet article est publié en open Access sous licence<br/>CC BY-NC-ND</b>  |

**DOI: 10.5281/zenodo.5535664**  
**Received:** August 10, 2021

**Published online:** September 30, 2021

## **Éducation financière : Quelles influences sur les décisions financières des citoyens marocains ?**

### **Résumé :**

Le but de cet article est de souligner l'importance de l'éducation financière, mesurer son niveau auprès des citoyens marocains et d'étudier son impact sur leurs décisions financières (planification, épargne et création d'entreprises), tout en se basant sur une enquête par questionnaire sur la base d'un échantillon de 473 citoyens marocains âgés de 18 ans et plus. En fait, L'éducation financière est un levier fondamental pour toute économie qui permet aux individus de comprendre des concepts simples pour pouvoir prendre des décisions financières adéquates. La mesure de son niveau a été faite à partir du format international standard : *le Big Three*. Les réponses montrent le manque de l'éducation financière des Marocains et concluent à l'existence d'une relation positive entre l'éducation financière et le comportement de planification et de l'épargne et à une relation négative entre l'éducation financière et la création d'entreprises.

**Mots clés :** Éducation financière, Planification, Épargne, Création d'entreprises

**Classification JEL :** I22, M10, O16

**Type de l'article :** Article Empirique.

### **Abstract:**

This article aims at highlighting the importance of financial education, assessing its level in the lives of Moroccan citizens and studying its impact on their financial decisions (planning, saving and business creation), based on a questionnaire survey filled by a sample of 473 Moroccans aged 18 and above. As a matter of fact, financial education is a fundamental lever for any economy that enables individuals to understand simple concepts which help them make the right financial decisions. The assessment of its level was based on the international standard: The Big Three. The answers reflect a lack of financial education in the lives of Moroccans and establish a positive correlation between financial education, planning behavior and saving, as well as a negative correlation between financial education and creating a business.

**Keywords :** Financial education, Planning, Saving, Business

**JEL Classification:** I22, M10, O16

**Paper type:** Empirical Research.

## 1. Introduction

Partout dans le monde, l'éducation est considérée comme étant un pilier fondamental du développement durable. Elle joue un rôle crucial dans le progrès économique et humain, et bénéficie d'un grand intérêt de la part de tous les gouvernements.

Le Maroc, quant à lui, a déployé des efforts considérables dans ce secteur qui se sont traduits par la baisse significative du taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus, soit deux tiers sur 54 ans. Certes, ce taux est passé de 87% en 1960 à 32% en 2014 (Ministère de l'Économie et des Finances, 2019) mais le système éducatif national est toujours à la traîne selon le dernier rapport de la Banque Mondiale sur l'éducation dans la région Mena présentée en 2018. Ce rapport a révélé les problèmes majeurs dont souffre notre système éducatif, à savoir : 1) il ne permet pas l'apprentissage critique et l'autonomie, 2) il est prédominé par les pratiques d'enseignements traditionnels, et 3) il s'intéresse le plus aux diplômes qu'aux compétences. Effectivement, il est un système qui permet aux gens de décrocher un emploi et non de réussir dans la vie et d'améliorer leur bien-être financier.

Toutefois, on distingue trois types d'éducation notables (Thibaud Egle) :

- *L'éducation académique* qui englobe l'ensemble des compétences acquises tout au long de notre parcours scolaire et universitaire,
- *L'éducation professionnelle* qui comprend toutes les informations et tous les atouts nécessaires à la réussite de notre vie professionnelle,
- Et *l'éducation financière* qui, selon Luc Arrondel (2017), permet aux individus de comprendre des concepts simples pour pouvoir prendre des décisions financières adéquates.

Le problème c'est que notre système éducatif, malheureusement, ne veille pas à ce que cette dernière soit enseignée au sein de ses établissements. Ceci peut expliquer les trolls partagés sur les réseaux sociaux moquant ainsi du cycle de vie du salaire et de son insuffisance.

Par ailleurs, l'éducation financière commence aujourd'hui à émerger partout dans le monde suite aux actions menées par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) qui datent de 2005, aux travaux de Lusardi et Mitchell (2011), Beckmann (2013), Benoit Mialet et Pascale Moulévrier (2016), Jeanne Lazarus (2016), Luc Arrondel (2017) et aux efforts déployés par les instituts, associations et fondations créés à cette fin, telle que la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF).

Alors, comment l'éducation financière peut-elle influencer les comportements patrimoniaux des citoyens marocains ?

Le but de cet article est de souligner l'importance de l'éducation financière, mesurer son niveau auprès des citoyens marocains et d'étudier son impact sur leurs décisions financières, tout en se basant sur une enquête par questionnaire sur la base d'un échantillon de 473 citoyens marocains âgés de 18 ans et plus.

La réponse à notre problématique se déroulera en trois temps, nous aborderons en premier lieu la définition de l'éducation financière, ses enjeux et objectifs ainsi que les actions menées dans ce sens à l'échelle nationale (1). Puis, nous présenterons les résultats de notre étude mesurant le niveau de l'éducation financière des citoyens marocains (2). Ensuite, nous essayerons de déceler l'impact de l'éducation financière sur les décisions financières de la population marocaine, à savoir : la planification, l'épargne, et la création d'entreprises (3). Enfin, nous présenterons nos principales conclusions.

## 2. Les fondements théoriques de l'éducation financière

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE, 2005) considère « l'éducation financière comme étant le processus par lequel des

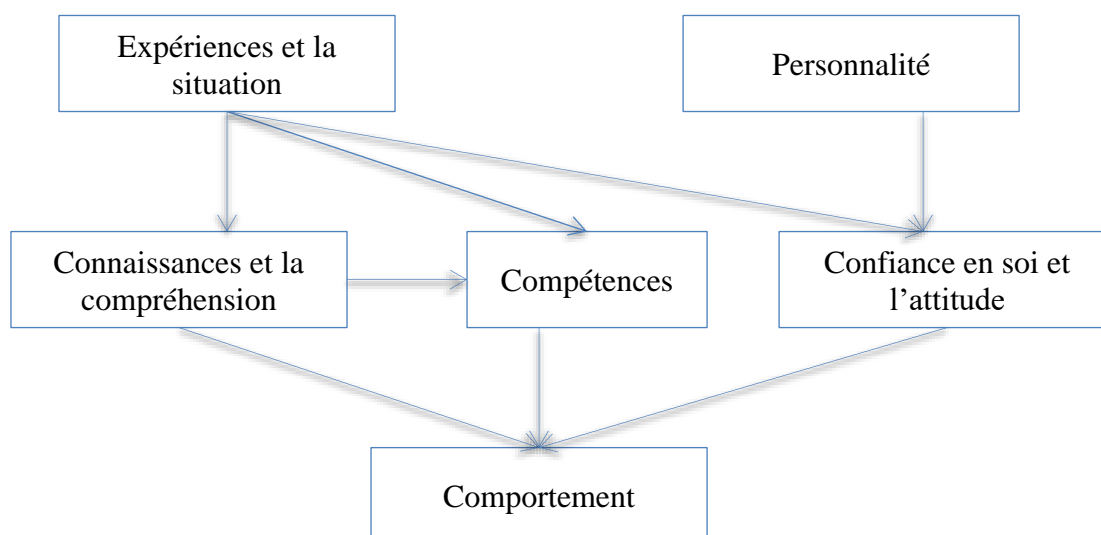
consommateurs/investisseurs : améliorent leur connaissance des produits, concepts et risques financiers et acquiert au moyen d'un enseignement les compétences et la confiance nécessaires pour : devenir plus sensibles aux risques et opportunités en matière financière, faire des choix raisonnés, en toute connaissance de cause, savoir où trouver une assistance financière et prendre d'autres initiatives efficaces pour améliorer leur bien-être financier. »

De leur part, Kempson et coll. (2006)<sup>1</sup> définissent l'éducation financière comme étant « le fait d'avoir les connaissances, les compétences et la confiance en soi nécessaires pour prendre des décisions financières responsables. »

Selon Kempson et coll. (2006), on peut constater que les expériences et la situation du ménage impactent les trois éléments de base de la littératie financière, à savoir : les connaissances, les compétences et la confiance en soi. Ces qualités définissent le comportement financier des individus. Ainsi, la confiance en soi dépend de la personnalité de la personne en matière des finances. Et finalement, les connaissances influent sur les compétences.

Le graphe suivant schématise le lien conceptuel entre ces trois composantes :

**Graphe 1:** *Modèle conceptuel de la littératie financière*



**Source 1:** *Adapté de Kempson et coll. (2006)*

La nécessité de l'éducation financière est prouvée dans la vie de tous les jours face à notre peur de l'argent et à notre difficulté à en gagner ou en gérer.

L'éducation financière est donc le principal moyen pour mieux gérer son argent et d'atteindre ses objectifs financiers. Elle nous permet par ailleurs de comprendre d'abord le contexte économique et financier, ensuite de prendre des décisions selon toujours ces paramètres.

Elle nous apprend à mieux nous comporter financièrement en fonction de nos possibilités, nous permet d'être indépendants financièrement et sert à avoir un esprit économe et un caractère d'investisseur. En même temps, elle nous apprend à prendre du recul face aux appâts toujours plus tentants des vendeurs et nous aide à atteindre les fins de mois avec chacun son propre budget.

L'éducation financière sert également à inverser les rôles entre l'argent et son détenteur. En effet, elle permet de se défaire de l'emprise de l'argent et elle est le moyen le plus sûr pour atteindre ensuite son contrôle total.

<sup>1</sup> Le groupe canadien de travail sur la littératie financière

Ainsi, les produits financiers, qui nous offrent autant d'opportunités pour nous enrichir ou du moins gagner des revenus convenables, ne cessent de se multiplier et se diversifier actuellement. Sans éducation financière, l'intégration de ce milieu paraîtrait pour beaucoup de citoyens plus dangereux.

Alors, l'éducation financière est très utile aux particuliers et elle est plus que nécessaire aux professionnels.

Cependant, les recherches effectuées par l'OCDE ont montré que *le niveau de la culture financière est très faible, aussi bien aux pays développés qu'aux pays en voie de développement*. Donc, nous comptons vérifier l'hypothèse suivante :

**Hypothèse 1 :** *Les citoyens marocains sont mal éduqués financièrement.*

Pour toutes les raisons citées ci-dessus, plusieurs actions, que ce soit à l'échelle internationale ou à l'échelle nationale, ont été menées pour promouvoir l'éducation financière. La première étude, qui date de 2005, est celle de l'OCDE sur le thème « Pour une meilleure éducation financière ».

Au Maroc, la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF), fondée en 2013, est une association à but non lucratif dont l'objectif principal est d'améliorer les compétences financières des citoyens, notamment les enfants et jeunes, les femmes, les TPE et les ruraux (La nouvelle stratégie 2019-2023). En effet, selon Fatima Zahra Aziz directrice exécutive de la Fondation, plus de 800 000 personnes ont été touchées depuis 2013 à travers Les Journées de la Finance pour les Enfants et les Jeunes qui s'organisent annuellement.

Les objectifs stratégiques de la fondation s'articulent autour de quatre concepts clefs : Formation, intégration, sensibilisation et coopération.

- Formation : la fondation veille à ce que les jeunes soient éduqués financièrement afin d'encourager le recours aux services financiers et des comportements responsables dans le futur ;
- Intégration : la fondation essaie d'intégrer l'éducation financière comme composante des programmes de développement économique et social menés par les acteurs publics et privés ;
- Sensibilisation : la fondation vise organiser des campagnes de sensibilisation de la population (enfants et jeunes, femmes, TPE et ruraux) ;
- Coopération : la fondation opte pour promouvoir les coopérations en matière d'éducation financière en établissant un cadre de coopération avec l'Université et avec les institutions impliquées dans la promotion de l'Education Financière.

### **3. Les comportements patrimoniaux des citoyens marocains**

Dans cette section, nous analyserons les comportements patrimoniaux des citoyens marocains dans l'ordre suivant : leur capacité à planifier, leur aptitude à épargner, et leur volonté de créer leur propre entreprise.

#### **3.1. La planification budgétaire**

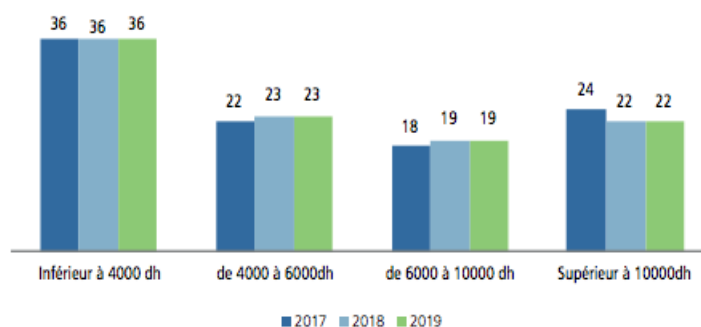
La planification budgétaire du ménage est très importante dans la mesure où elle permet l'accumulation du patrimoine et l'assurance de la prospérité de finances saines et équilibrées. Cependant, nombreux sont les ménages qui sont confrontés à des difficultés financières et qui se trouvent face à un endettement financier très lourd.

Selon Bank Al Maghrib (BAM, 2019), l'encours de la dette des ménages auprès des organismes financiers a atteint 359 milliards de DH à fin 2019, soit 31% du PIB. Le crédit à l'habitat représente 63% contre 37% du crédit à la consommation.

Sans aucun doute, cet encours va encore augmenter à fin 2020 suite aux effets néfastes de la crise sanitaire du COVID 19 sur l'emploi et les revenus.

Le graphe suivant présente le nombre des ménages ayant bénéficié d'un crédit à la consommation selon le revenu :

**Graphe 2:** Nombre de dossiers de crédit à la consommation selon le revenu (en%)



*Source 2:* Rapport annuel sur la supervision bancaire, BAM, 2019

Comme on peut le constater, toutes les tranches de revenu recourent à l'endettement, quelle que soit la raison. Certes, les ménages touchants moins de 4000 DH demandent les prêts personnels pour répondre à leurs besoins vitaux et donc alléger le budget de leurs foyers. Mais, comment peut-on expliquer le recours des ménages à revenu élevé à une telle démarche ?

Ainsi, ces individus renouent souvent avec les difficultés financières et entrent dans une spirale de crédit. Cette situation alarmante permet de dévoiler leur mauvaise gestion budgétaire. Nous énonçons ainsi notre hypothèse :

**Hypothèse 2 :** *L'éducation financière influe positivement sur la gestion budgétaire des citoyens marocains.*

### 3.2. L'épargne des ménages

L'épargne des ménages correspond à la différence entre le revenu disponible brut et la dépense de consommation. Selon le HCP 2019, le taux d'épargne est en baisse depuis plusieurs années ; ce taux a passé de 23% en 2018 à 22,6% du PIB en 2019 à cause de la hausse de la consommation finale nationale de 4%.

Cette hausse peut être expliquée par le changement du comportement de consommation des citoyens marocains qui devient de plus en plus excessive.

Selon le HCP (2020), durant cette crise sanitaire du COVID 19, 22,1% des ménages ont dû puiser dans leur épargne, le revenu couvre juste les dépenses pour 38% des Marocains, 13,8% recourent à l'endettement alors que seulement 9,4% qui parviennent à épargner.

L'hypothèse suivante sert à vérifier la relation qui pourrait exister entre l'éducation financière et l'épargne.

**Hypothèse 3 :** *L'éducation financière impacte positivement les comportements d'épargne des citoyens marocains.*

### 3.3. L'épargne des ménages

Plusieurs sont les raisons qui poussent les individus à se lancer dans la création de leur propre entreprise. Selon l'interrogatoire de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) en France auprès des dirigeants, « ces motivations sont :

- La volonté d'être indépendant (61 %)
- Le goût d'entreprendre, l'envie de relever de nouveaux défis (44 %)
- Le souhait de gagner plus (27 %)
- La nécessité de créer son propre emploi (24 %)
- Une opportunité (22 %)
- Une idée personnelle (14 %)

- Un entourage composé d'entrepreneurs, un univers familial propice à ce style de vie (9 %) »

Toutefois, avant d'entreprendre, il convient de se former sur ses points faibles et de détecter ses besoins en formation dont l'entreprise est très dépendante. Chose qui n'est pas valable chez les dirigeants des petites et moyennes entreprises marocaines qui manquent de connaissances en marketing et finance, d'expertise en gestion et de flexibilité. Ce constat est l'une des sources de difficultés de ces entreprises. L'hypothèse suivante est ainsi formulée :

**Hypothèse 4** : *L'éducation financière permet aux citoyens marocains de se lancer dans la création d'entreprises.*

## 4. La mesure de l'éducation financière des citoyens marocains

### 4.1. Le Big Three : outil d'évaluation de l'éducation financière des individus

La mesure du niveau de l'éducation financière est difficile. Cependant, le *Big Three* (intérêts composés, inflation, diversification des risques) est le format international standard de la mesure de l'éducation financière. Il a été introduit par Lusardi et Mitchell (2014) dans le Health and retirement study (HRS) américain de 2004, permettant ainsi d'établir des comparaisons internationales.

Toutefois, peu d'études (Hasting et al., 2013) qui ont cherché la pertinence de ce format simple. Un format pauvre en question ne couvre pas des domaines plus variés et ne dépend pas du contexte socioculturel et de l'environnement économique de chaque pays (Luc Arrondel, 2017).

Intérêts composés : Prenons l'hypothèse que vous avez déposé 10 000 DH sur un compte épargne ayant un rendement de 2% par an. Selon vous, au bout de cinq ans, combien détiendrez-vous sur votre compte épargne, si vous n'avez pas touché à votre dépôt initial ? (« Moins de 11000 DH », « Exactement 11000 DH », « Plus de 11000 DH », « Je ne sais pas », « Ne répond pas ») ;

Inflation : Imaginez que le taux d'intérêt auquel est rémunérée votre épargne, placée sur un compte, soit de 1 % et l'inflation de 2 % par an. Selon vous, au bout d'un an, avec l'argent sur ce compte, vous serez en mesure d'acheter ? (« Plus qu'aujourd'hui », « Autant qu'aujourd'hui », « Moins qu'aujourd'hui », « Je ne sais pas », « Ne répond pas ») ;

Classification des risques : Voici quatre produits financiers. Classez-les de 1 à 4 du moins risqué au plus risqué selon vous : « Livret d'épargne », « Actions », « Obligations », « SICAV/Fond commun de placement (FCP) », « Je ne sais pas », « Ne répond pas ».

Les réponses proposées permettent aux individus de refuser de répondre en cochant la modalité « Ne répond pas » ou d'indiquer ne pas connaître la réponse en cochant « Je ne sais pas ».

Pour la question 1 relative aux intérêts composés, la réponse correcte est « Plus de 11000 DH ». La réponse juste de la question 2 relative à l'inflation est « Moins qu'aujourd'hui ». Quant à la question 3, est considérée comme correcte, toute réponse qui a classé les « Actions » comme étant le placement le plus risqué et incorrecte sinon.

### 4.2. Échantillon et méthodologie

Nous avons opté, dans notre étude, pour le format du Big Three pour pouvoir réaliser et réussir notre benchmark.

Pour la constitution de notre échantillon, nous avons choisi l'échantillonnage aléatoire simple. Pour cela, on a utilisé le modèle de Krejcie et Morgan (1970) dont la formule est donnée par :

$$n = \frac{t^2 N p (1 - p)}{e^2 (N - 1) + t^2 p (1 - p)}$$

Avec :

- n : Taille de l'échantillon
- N : Taille de la population observée
- t : Coefficient de marge déduit du taux de confiance que l'on souhaite garantir sur la mesure. À un niveau de confiance de 95%, le coefficient de marge est de 1,96
- p : Probabilité de succès ou probabilité de réalisation positive. C'est la proportion (connue ou supposée, estimée) des éléments de la population-mère qui présentent une population donnée. (Lorsque p est inconnu, on utilise p = 0,5)
- 1-p : Probabilité d'échec ou probabilité de réalisation négative
- e : Marge d'erreur que l'on se donne pour la grandeur que l'on veut estimer (par exemple on veut connaître la proportion réelle à 5% près)

Notre population est la population marocaine de plus de 18 ans. Elle représente 66,4% de la population totale du Maroc et égale N = 23 923 347.

$$\text{Alors, } n = \frac{(1,96)^2 \cdot 23\,923\,347 \cdot 0,5 \cdot (1-0,5)}{(0,05)^2 \cdot (23\,923\,347-1) + (1,96)^2 \cdot 0,5 \cdot (1-0,5)} = 384$$

À un niveau de confiance de 95%, la taille de l'échantillon est de 384.

Pour analyser et interpréter le contenu de notre questionnaire, nous avons eu recours au logiciel IBM SPSS Statistics version 23. En effet, nous avons regroupé les questions en quatre thèmes à savoir : le niveau d'éducation des citoyens marocains, la planification budgétaire, l'épargne et la création d'entreprises.

Au départ, nous avons mesuré le niveau de l'éducation financière des Marocains selon le Big Three. Puis, nous avons essayé de savoir si les caractéristiques démographiques et professionnelles peuvent impacter ce niveau d'éducation. Enfin, nous avons étudié l'influence de l'éducation financière sur les comportements patrimoniaux des ménages.

## **5. Résultats et discussion**

### **5.1. L'éducation financière des citoyens marocains : quel bilan ?**

Les résultats détaillés pour l'année 2020 sont donnés dans le tableau 1 en distinguant deux populations : l'ensemble de l'échantillon (473 observations) et les économistes et gestionnaires (176 observations).



**Tableau 1: Niveau d'éducation financière des citoyens marocains selon le Big Three**

| <b>Questions/réponses</b>          | <b>Ensemble en %</b> | <b>Économistes et gestionnaires en %</b> |
|------------------------------------|----------------------|--|
| <b>Taux d'intérêt</b>              |                      |  |
| Plus de 11 000 DH                  | 29,60                | 33,52                                    |
| Exactement 11 000 DH               | 25,16                | 29,55                                    |
| Moins de 11 000 DH                 | 17,54                | 20,45                                    |
| Je ne sais pas/NRP                 | 27,70                | 16,48                                    |
| <b>Inflation</b>                   |                      |  |
| Plus                               | 8,24                 | 6,25                                     |
| Autant                             | 7,61                 | 7,95                                     |
| Moins                              | 38,69                | 56,26                                    |
| Je ne sais pas/NRP                 | 45,46                | 29,54                                    |
| <b>Diversification des risques</b> |                      |  |
| Correcte                           | 30,66                | 48,29                                    |
| Incorrecte                         | 34,46                | 31,26                                    |
| Je ne sais pas/NRP                 | 34,88                | 20,45                                    |
| <b>Total</b>                       |                      |  |
| Toutes correctes                   | 9,09                 | 15,91                                    |
| Aucune correcte                    | 38,90                | 22,16                                    |
| Au moins 1 « Je ne sais pas/NRP »  | 63                   | 44,32                                    |
| Toutes « Je ne sais pas »          | 11,42                | 3,62                                     |
| <b>Nombre d'observations</b>       | <b>473</b>           | <b>176</b>                               |

**Source 3:** Sortie SPSS

Environ 29,60% des interrogés ont répondu correctement à la question sur les intérêts composés, 38,69% arrivent à comprendre l'impact de l'inflation sur leur pouvoir d'achat, et 30,66% ont arrivé à classer correctement les placements financiers selon leur degré de risque. Globalement, 9,09% d'individus ont répondu correctement à l'ensemble des questions. Alors, *l'hypothèse 1* est validée.

Cependant, le niveau de l'éducation financière est légèrement supérieur chez les économistes et gestionnaires, soit 15,91% de cette population qui ont pu répondre correctement aux trois questions. Cela confirme le constat de la Banque Mondiale (Notre système éducatif s'intéresse le plus aux diplômes qu'aux compétences) et prouve que la formation académique ne signifie pas obligatoirement la maîtrise des notions et concepts financiers nécessaires à la réussite de la vie quotidienne.

Le tableau suivant, tiré du Luc Arrondel (2017), nous permet de bien positionner le Maroc à l'international. On peut facilement observer que les Allemands trônent au sommet du classement avec une note maximale de 53,2%, suivis des Suisses (50,1%) et des Néerlandais (44,8%). Les pays les maux positionnés sont : la Roumanie (3,8%) et la Russie (3,7%). Le Maroc se trouve également en queue de peloton (9,09%). Ces disparités sont dues essentiellement au contexte socioculturel et de l'environnement de chaque pays.

**Tableau 2 : Niveau d'éducation financière à travers le monde selon le Big Three**

| Études                                   | Pays             | Date | Taux d'intérêt composé en % |       | Inflation en % |       | Diversification des risques en % |       | 3 réponses correctes en % | Au moins un NSP en % |
|--|------------------|------|-----------------------------|-------|----------------|-------|----------------------------------|-------|---------------------------|----------------------|
|  |                  |      | Correcte                    | NSP   | Correcte       | NSP   | Correcte                         | NSP   |                           |                      |
| Luc Arrondel, Debbich et Savignac (2017) | France           | 2011 | 47,98                       | 17,22 | 61,18          | 27,38 | 66,85                            | 14,61 | 30,92                     | 33,39                |
| Lusardi et Mitchell (2011)               | Etats-Unis       | 2009 | 64,9                        | 13,5  | 64,3           | 14,2  | 51,8                             | 33,7  | 30,2                      | 42,4                 |
| Van Rooij, Lusardi et Alessie (2011)     | Pays-Bas         | 2010 | 84,8                        | 8,9   | 76,9           | 13,5  | 51,9                             | 33,2  | 44,8                      | 37,6                 |
| Bucher-Koenen et Lusardi (2011)          | Allemagne        | 2009 | 82,4                        | 11,0  | 78,4           | 17,0  | 61,8                             | 32,3  | 53,2                      | 37,0                 |
| Sekita (2011)                            | Japon            | 2010 | 70,5                        | 12,5  | 58,8           | 28,6  | 39,5                             | 56,1  | 27,0                      | 61,5                 |
| Agnew, Bateman et Thorp (2013)           | Australie        | 2012 | 83,1                        | 6,4   | 29,3           | 13,0  | 54,7                             | 37,6  | 42,7                      | 41,3                 |
| Grossan, Feslier et Hurnard (2011)       | Nouvelle-Zélande | 2009 | 86,0                        | 4,0   | 81,0           | 5,0   | 49,0                             | 2,0   | 24,0                      | 7,0                  |
| Brown et Graf (2013)                     | Suisse           | 2011 | 79,3                        | 2,8   | 78,4           | 4,2   | 73,5                             | 13,0  | 50,1                      | 16,9                 |
| Fornero et Monticone (2011)              | Italie           | 2007 | 40,0                        | 28,2  | 59,3           | 30,7  | 52,2                             | 33,7  | 24,9                      | 44,9                 |
| Almenberg et Save-Soderbergh (2011)      | Suède            | 2010 | 35,2                        | 15,6  | 59,5           | 16,5  | 68,4                             | 18,4  | 21,4                      | 34,7                 |
| Klapper et Panos (2011)                  | Russie           | 2009 | 36,3                        | 32,9  | 50,8           | 26,1  | 12,8                             | 35,4  | 3,7                       | 53,7                 |
| Beckmann (2013)                          | Roumanie         | 2011 | 41,3                        | 34,4  | 31,8           | 40,4  | 14,7                             | 63,5  | 3,8                       | 75,5                 |
| Benayad et Aasri (2020)                  | Maroc            | 2020 | 29,6                        | 27,7  | 38,69          | 45,46 | 30,66                            | 34,88 | 9,09                      | 63                   |

**Source 4:** Luc Arrondel (2017)

Le niveau d'éducation financière observé nous a poussés à analyser la proportion des réponses correctes des ménages selon leurs caractéristiques démographiques et professionnelles :

**Tableau 3 : Caractéristiques démographiques et professionnelles de l'échantillon**

| Variables              | Fréquences des réponses |               |           |            |            |               | Total |
|------------------------|-------------------------|---------------|-----------|------------|------------|---------------|-------|
|                        | Homme                   |               |           | Femme      |            |               |       |
| Sexe                   |                         |               |           |            |            |               | 473   |
| Effectif               | 206                     |               |           | 267        |            |               | 100%  |
| Toutes correctes       | 14,07%                  |               |           | 6%         |            |               |       |
| Âge                    | 18-29                   | 30-49         | 50-64     | 65 et plus |            |               | 473   |
| Effectif               | 223                     | 167           | 73        | 9          |            |               | 100%  |
| Toutes correctes       | 6,72%                   | 11,97%        | 13,7%     | 0%         |            |               |       |
| Niveau d'études        | Sans diplôme            | Bac           | Bac+2     | Bac+3/4    | Bac+5      | Bac+7 et plus | 473   |
| Effectif               | 8                       | 49            | 86        | 111        | 173        | 46            | 100%  |
| Toutes correctes       | 12,5%                   | 4,08%         | 5,81%     | 9,09%      | 13,29%     | 8,69%         |       |
| Revenus mensuels en DH | Aucun                   | 3000 et moins | 3000-5000 | 5000-8000  | 8000-10000 | 10000 et plus | 473   |
| Effectif               | 141                     | 27            | 39        | 77         | 62         | 127           | 100%  |
| Toutes correctes       | 5,67%                   | 3,7%          | 5,13%     | 10,38%     | 9,67%      | 15,74%        |       |

*Source 5: Sortie SPSS*

De ce tableau, nous avons pu tirer les conclusions suivantes :

- 14,07% des hommes répondent correctement à l'ensemble des questions, contre 6% des femmes ;
- Les femmes répondent plus souvent de ne pas connaître la réponse contrairement aux hommes qui la tâtonnent. Cela est dû essentiellement au caractère « sur-confiant » des hommes qui a été prouvé par Barber et Odean en 2001 ;
- Le niveau de l'éducation financière corrèle positivement avec la tranche d'âge ; plus les individus sont âgés, plus ils répondent correctement aux trois questions ;
- Le niveau d'études n'influe pas sur celui de l'éducation financière. En effet, ce n'est que 11,87% des individus ayant un Bac+5 et plus qui ont obtenu un bon score en éducation financière ;
- Plus les individus touchent un revenu mensuel élevé plus ils sont matures financièrement ; 13,7% des individus touchant 8000 DH et plus répondent correctement aux différentes questions, contre 5,3% des individus touchant 3000 DH et moins.

## 5.2. L'influence de l'éducation financière sur les décisions financières des Marocains

Au niveau de cette section, nous essayerons d'explorer les effets de l'éducation financière sur les conduites des citoyens marocains.

### • L'éducation financière et la planification

Notre enquête a montré que 43,37% des Marocains de notre échantillon, à l'exception des non-salariés, ont bénéficié d'un crédit bancaire pour au moins une seule fois. Le crédit immobilier occupe la première place avec un taux de 55%, suivi par le crédit à la consommation (45%).

L'identification des déterminants de cette capacité à planifier, notamment celui de l'éducation financière, a été étudiée par plusieurs auteurs dont on peut citer Ameriks et al en 2003, Lusardi et Mitchell en 2014 et Luc Arrondel en 2017 qui ont prouvé la relation positive entre le niveau de l'éducation financière et la capacité à planifier financièrement.

Notre enquête contient une question qui aide à mesurer cette propension à planifier des citoyens marocains : « Avez vous déjà fait un plan financier prévisionnel permettant d'améliorer votre situation patrimoniale? ». 70% de notre échantillon ont répondu négativement à la question posée contre 30% qui se considèrent comme planificateurs.

39,44% des ménages ayant un plan financier prévisionnel ont bénéficié d'un crédit bancaire ; Il s'agit essentiellement du crédit immobilier (62,5%) suivi par le crédit automobile.

Ainsi, il s'est avéré que l'éducation financière influe positivement sur la planification budgétaire des citoyens marocains. D'ailleurs, ceux qui ont répondu correctement à l'ensemble des questions du Big Three ont déclaré avoir un plan financier prévisionnel de 8 point supérieur à la moyenne. Donc, *l'hypothèse 2* est confirmée.

Toutefois, le niveau d'études, le domaine d'études et la tranche de revenus mensuels sont des critères aussi importants que celui de l'éducation financière pour la détermination des « planificateurs ». En effet, **TOUS** les économistes et gestionnaires ayant un Bac+5 et plus, et touchant plus de 8000 DH/mois arrivent à se projeter dans l'avenir.

- **L'éducation financière et l'épargne**

La situation inquiétante de l'épargne des ménages nous a poussés à explorer l'impact de l'éducation financière sur les habitudes de consommation et de l'épargne.

En réponse à la question : « Comment pourriez-vous décrire votre situation financière actuelle? » 68,89% des individus ayant répondu correctement à l'ensemble des questions du Big Three ont déclaré pouvoir mettre peu ou beaucoup d'argent de côté contre 37,21% des ménages « mal éduqués » financièrement. Ceci confirme le constat de Miller M, Reichelstein J, Salas C, et al. (2014) qui stipule que l'éducation financière impacte positivement les comportements d'épargne des ménages et affirme notre *3<sup>ème</sup> hypothèse*.

Par ailleurs, la majorité des citoyens marocains (80% de notre échantillon), comme partout dans le monde, sont largement influencés par les apparences et le marketing, ce qui leur pousse à consommer sans modération ; il leur arrive souvent d'acquérir des biens juste pour être en mode et/ou suivre les développements technologiques bien qu'ils n'en aient pas besoin.

### **L'éducation financière et la création d'entreprises**

Note enquête contient une question permettant d'explorer la volonté des ménagers de créer leur propre boîte : « Pensez-vous à créer votre propre entreprise? ». 73,6% des ménages qui ont échappé la bonne réponse à au moins l'une des trois questions du Big Three ont déclaré vouloir se lancer dans une telle démarche. C'est le comportement « sur-confiant » des individus qui en est derrière ; bien qu'on ne connaisse pas les principes de base en matière de gestion et des finances, on se lance dans l'aventure entrepreneuriale.

Ainsi, la plupart des ménages ayant répondu correctement aux dites questions souhaitent également créer leur propre entreprise, soit 75,56%.

Certes, ces résultats ne confirment pas *l'hypothèse 4* et montrent qu'il n'y a pas de relation entre le niveau de l'éducation financière et la volonté d'entreprendre, mais ils peuvent expliquer l'incapacité de créer des entreprises économiquement viables.

## **6. Conclusion**

En définitive, l'éducation financière trouve son importance dans notre vie quotidienne, a fait l'objet de plusieurs recherches et études, et peut servir à bien manager son patrimoine financier.

Comme nous l'avons pu constater, les citoyens marocains se conduisent mal financièrement. Ceci se traduit par le taux élevé de l'endettement, la faible capacité de l'épargne et la création d'entreprises inviables.

Cependant, les résultats ont montré que :

- Les ménages marocains sont mal éduqués financièrement, ce qui rend le Maroc à la traîne,
- Les hommes marocains sont bien éduqués que les femmes,
- le niveau d'éducation financière corrèle positivement avec la tranche d'âge et avec le revenu mensuel,
- les citoyens marocains bien éduqués financièrement arrivent à planifier financièrement leur budget,
- le niveau de l'éducation financière impacte positivement le comportement de l'épargne des ménages,
- le manque d'éducation financière est derrière la création d'entreprises inviabilisées.

Alors, nous pouvons expliquer les difficultés financières dont souffrent la majorité des citoyens marocains par le manque de l'éducation financière. D'ailleurs, l'absence d'une planification budgétaire explique la lourdeur de l'endettement des ménages et l'irrationalité dans le comportement de leur épargne.

Alors, il nous a paru opportun de proposer quelques règles fondamentales de l'éducation financière qui permettent aux individus de mieux gérer le budget des foyers.

- **Établissement du bilan de la situation financière du foyer**

Tout d'abord, il faut reconstituer les revenus et dépenses habituelles. Pour cela, il faut faire le listing de toutes les dépenses de tous les membres du foyer quelque soit leur nature durant un mois donné et les regrouper par catégorie (alimentation, habitation et énergie, loisirs...). Cela leur permet de détecter les dépenses insignifiantes afin de pouvoir alléger les charges des mois à venir.

Pour cela, il faut concevoir une liste des courses servant à délimiter les achats, d'éviter la consommation excessive, notamment dans les grandes surfaces, et d'aller droit au but.

La différence positive entre les revenus et les dépenses constitue une épargne alors que celle négative est considérée comme un déficit budgétaire.

- **Établissement du budget prévisionnel**

Ensuite, il est nécessaire d'établir un premier budget prévisionnel complet et précis pour une période déterminée. Ce budget doit être réalisable et proche de la réalité. En effet, les postes des revenus doivent être certains et les postes des dépenses doivent être objectifs. Il doit comprendre également les projets personnels tels que les vacances, les études des enfants...

Si le budget prévisionnel est négatif, il faut impérativement 1) réduire les dépenses et étudier les sources d'économies possibles et 2) chercher de nouvelles sources de revenus (petit commerce, heures supplémentaires...).

De plus, il faut préciser une épargne de précaution d'au moins 10% du salaire qui sert à faire face aux aléas de la vie et de financer les projets espérés.

- **Suivi du budget prévisionnel**

Cette étape favorise le respect des objectifs fixés au préalable. Certes, elle peut apparaître dure au départ et peut vous coûter beaucoup de temps, mais elle devient par la suite plus rapide et facile à réaliser. Il faut toutefois comparer le bilan du mois avec le budget prévisionnel et tracer les écarts observés pour pouvoir les surmonter les mois qui suivent.

- **Mise au système des enveloppes**

L'idée est de gérer ses dépenses variables avec du cash et d'éviter de payer en ligne automatiquement. Alors, au début de chaque mois, il faut retirer les montants de ces dépenses et de les placer dans une enveloppe par catégorie (alimentation, habillement, loisir, culture, santé ...). Cela permet de ne dépenser que ce qui est disponible dans l'enveloppe.

Le montant des dépenses fixes (loyer, remboursement de crédit, électricité, eau, internet...) peut être laissé dans le compte bancaire pour pouvoir le payer automatiquement ou en ligne. Le cas échéant, vaut mieux leur consacrer des enveloppes à part entière.

### **Perspectives de la recherche**

Au final, notre enquête est venue compléter et confirmer les premières investigations qui ont prouvées la présence d'un illettrisme financier généralisé chez les citoyens marocains. Ce qui rend nécessaire l'intervention immédiate de la FMEF via des programmes efficaces et pertinents. Ceci a été observé chez les ménages, alors, qu'en est-il des entrepreneurs dont les décisions financières sont beaucoup plus complexes et importantes dans la croissance économique du pays ?

### **Limites de la recherche**

Cette étude souffre de trois limites majeures. La première réside dans le manque des sources documentaires ; D'ailleurs, même les sources existantes n'abordent pas de façon spécifique la problématique traitée. Ceci a affaibli notre partie théorique. La deuxième tient à l'effet des choix du chercheur concernant les thèmes et variables étudiées ; C'est à dire, les modalités de réponses proposées dans le questionnaire peuvent conduire à une subjectivité. La troisième est relative à la nature de l'analyse ; En effet, nous avons utilisé l'analyse transversale au lieu d'une analyse longitudinale qui nous aurait permis de mesurer le niveau de l'éducation financière des citoyens marocains et de voir son impact sur leurs comportements patrimoniaux.

### **Références**

- (1) AMERIKS J., CAPLIN A. & LEAHY J. (2003). « Wealth Accumulation and the Propensity to Plan », *Quarterly Journal of Economics*, Volume 118 : numéro 3, pp. 1007-1047.
- (2) ARRONDEL Luc, (2015). « Mauvaise éducation financière et zéro de conduite ? », *Revue d'économie financière*, Numéro 127, pp : 253-270.
- (3) BARBER B. M. & ODEAN T. (2001). « Boys Will Be Boys: Gender, Overconfidence and Common Stock Investment », *Quarterly Journal of Economics*, Volume 116 : numéro 1, pp. 261-292.
- (4) HASTING J. S., MADRIAN B. C. et SKIMMYHORN W. L. (2013), « Financial Literacy, Financial Education and Economic Outcomes », *Annual Review of Economics, Annual Reviews*, vol. 5, n° 1, pp. 347-373.
- (5) Kempson, E., S. Collard & N. Moore. (2005). « Measuring financial capability: An exploratory study for the Financial Services Authority. Extrait de Consumer Financial Capability: Empowering European Consumers », *European Credit Research Institute, Bruxelles*, pp. 39-76.
- (6) L'enquête du Haut Commissariat au Plans (HCP, 2020), *L'enquête de conjoncture auprès des ménages*, Recherche Google, consulté le 15/03/2021.
- (7) LUSARDI A. et MITCHELL O. (2014). « The Economic Importance of Financial Literacy: Theory and Evidence », *Journal of the Economic Literature*, Volume 52 : numéro 1, pp. 5-44.
- (8) Miller M, Reichelstein J, Salas C, et al. (2014), « Can You Help Someone Become Financially Capable? A Meta-Analysis of the Literature », *The World Bank Research Observer*, Volume 30, pp. 220–246.
- (9) Rapport de l'agence de la communication en matière financière du Canada 2017, *La littératie financière et le bien-être financier à la retraite au Canada : Une analyse des résultats de l'enquête canadienne sur les capacités financières de 2014*, Recherche Google, consulté le 09/03/2021.
- (10) Rapport du Bank Al Maghreb 2019, *Rapport annuel sur la supervision bancaire*, Recherche Google, consulté le 14/03/2021.
- (11) Rapport de la Banque Mondiale 2019, *Expectations and aspirations*, Recherche Google,

- consulté le 15/02/2021.
- (12) Rapport de la Fondation Marocaine de l'Éducation Financière 2016, Rapport annuel, Recherche Google, consulté le 05/02/2021.
  - (13) Rapport de l'institut pour l'éducation financière du public, *Qu'est ce que l'éducation financière*, consulté le 05/02/2021.
  - (14) Rapport du Ministère de l'Économie et des Finances 2019, *Tableau de bord social*, Recherche Google, consulté le 15/02/2021.
  - (15) Rapport de l'OCDE 2006, *L'importance de l'éducation financière*, Recherche Google, consulté le 05/02/2021.